

D 600 GUATEMALA: DECLARATION RETENTISSANTE  
DES JESUITES

La situation guatémaltèque d'exploitation des paysans, de violence politique et de répression, est au centre de la déclaration publiée par les jésuites du pays le 11 janvier 1980. Nous en donnons le texte intégral ci-dessous.

Cette prise de position a été d'autant plus remarquable qu'elle est signée de toutes les instances jésuites des pays d'Amérique centrale.

Le gouvernement ne s'y est pas trompé en réagissant immédiatement dans la presse par la voix du bureau de presse du gouvernement. On lira cette réponse au document des jésuites.

Dans les jours suivants, l'"Armée secrète anticommuniste" (cf. DIAL D 558) menaçait de mort l'ensemble des jésuites du pays. Ce geste est à rapprocher de celui, identique, de l'"Union guerrière blanche" en El Salvador contre les jésuites de ce pays (cf. DIAL D 407 et 468).

La déclaration des jésuites guatémaltèques prend un singulier relief avec le massacre postérieur des paysans indiens à l'ambassade d'Espagne (cf. DIAL D 599).

Note DIAL

1- Déclaration des jésuites (11 janvier 1980)

Le supérieur provincial de la Compagnie de Jésus pour l'Amérique centrale et le Panama,  
le conseil national des jésuites de Guatemala  
et les supérieurs des communautés jésuites  
d'Amérique centrale et de Panama,

FACE A LA SOUFFRANCE DU PEUPLE  
GUATEMALTEQUE ET A SON ESPOIR

Guatemala-Ville, le 11 janvier 1980

1- En cette heure douloureuse mais chargée d'espoir du peuple guatémaltèque, nous, jésuites signataires de cette déclaration, nous situons dans la ligne de l'Eglise latino-américaine qui a placé l'évangélisation du continent sous le signe du choix prioritaire des pauvres (Puebla 1141-1144). Nous continuons en particulier de puiser notre inspiration pour

l'action, dans la lettre pastorale des évêques de Guatemala "Unis dans l'espérance", de 1976. En cette heure, nous sommes spécialement tributaires des déclarations du conseil national des jésuites de Guatemala à l'occasion de l'assassinat du Père Rutilio Grande (mars 1977), du massacre de Panzós (juin 1978), de l'assassinat du Père Hermógenes López (juillet 1978), de l'expulsion du pays du Père Carlos Stetter (janvier 1979) (1) et du risque d'intervention nord-américaine au Nicaragua (juillet 1979).

2- Dans la simplicité et l'humilité évangéliques, car nous sommes conscients de nos manques sérieux d'amour chrétien envers le peuple guatémaltèque, mais avec force, nous affirmons qu'il est de notre devoir de briser le mur de silence dressé face au cri qui, au Guatemala, jaillit de millions de frères appauvris et opprimés. Comme Puebla l'a dit: "Ce cri a pu paraître sourd à l'époque. Aujourd'hui il est éclatant, grandissant, impétueux et, dans certains cas, menaçant" (Puebla 89). Nous faisons partie de cette Eglise qui a le devoir d'être "la voix de celui qui ne peut pas parler ou qui est réduit au silence" (Jean-Paul II, discours d'Oaxaca, AAS LXXI, p. 208). Si nous restions silencieux, nous serions infidèles à notre vocation humaine, chrétienne, sacerdotale et religieuse.

3- Jésus-Christ, celui que nous confessons comme Dieu et homme, est venu dans le monde pour que les hommes aient "la vie en abondance" (Jn 10, 10). Mais au Guatemala, il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que prédomine ici un système de pouvoir anti-chrétien qui tue et pourchasse ceux qui luttent pour la vie. Dans un pays qui se dit chrétien, une telle réalité "ne contribue pas seulement à faire que manquent les biens élémentaires dans les maisons des plus pauvres, mais tend aussi, ce qui est plus grave, à leur retirer la grande richesse qui est Dieu" (Puebla, message aux peuples d'Amérique latine n° 3), car il est extrêmement difficile, dans de telles conditions, de croire en Dieu comme Père et en la fraternité de tous. Ce n'est pas nous qui inventons cette réalité, dont les évidences sont sans équivoque. Voyons-en quelques-unes.

a) Les bénéfices des grandes exploitations de café, de canne à sucre et coton ont, dans ce système, été en progression constante. En six mois le prix international du sucre est passé de 7,80 quetzales(2) à 16,31; le prix du café, de 151,54 quetzales à 181,36 (en atteignant souvent les 200 quetzales); et le prix du coton, de 61,93 quetzales à 74,06. Les prix comparés sont du 30 mars et du 31 décembre 1979 (voir "Inforpress Centroamericana, n° 344 et 374). Pendant ce temps les salaires des travailleurs de la campagne sont bloqués. Les bénéfices ainsi réalisés se chiffrent par millions (et dans le cas du coton, avec un mépris caractérisé de la santé et même de la vie de nombreux guatémaltèques). Ce n'est là qu'un exemple de ce que le pape Jean-Paul II dit "des mécanismes qui produisent des riches toujours plus riches au prix de pauvres toujours plus pauvres" (Jean-Paul II, discours inaugural de Puebla II 4). Au Guatemala on annonce l'augmentation des salaires des fonctionnaires de la fonction publique mais on procède immédiatement à l'augmentation du prix du pain, du gaz et de l'électricité, de l'eau, etc. Les conditions de vie dans les villes, par exemple avec le chômage, les conditions misérables de logement, plongent généralement les salariés dans une misère de plus en plus comparable à celle du secteur rural.

(1) Sur tous ces événements, cf. DIAL D 370-384-407-452-462-466 et 525 (NdT).

(2) Monnaie du pays, équivalente au dollar (NdT).

b) Cette situation inquiétante est maintenue par une répression qui n'a rien à envier aux grandes phases répressives qu'a connues l'histoire récente du Guatemala. Un injuste régime de force cherche ainsi à éviter que le peuple travailleur revendique ses justes droits. Dans notre pays on séquestre, on torture et on assassine sous couvert de voitures sans plaque minéralogique, d'embuscades nocturnes et de terreur tout à la fois sélective et massive sans discrimination. Les autorités ont récemment informé que, pour les dix premiers mois de 1979, il y avait eu dans le pays 3.252 assassinats par le dénommé "Escadron de la mort" (Journal "Impacto", Guatemala, 14 novembre 1979). Tous ces crimes horribles sont pratiqués en toute impunité. Il est d'ailleurs devenu proverbial qu'au Guatemala les prisonniers politiques n'existent pas: il n'y a que des morts et des disparus.

c) Les indiens de Guatemala, qui représentent plus de la moitié de la population et produisent la plus grande part de la richesse nationale, sont exploités et font l'objet d'une discrimination dans les grands domaines où ils vont travailler pour les récoltes de produits agricoles destinés à l'exportation. Dans leurs communautés d'origine, ils ne trouvent pas de travail ni de moyens de subsistance en raison de la pauvreté du sol et du manque de terres. A l'exploitation s'ajoute l'oppression dont ils sont victimes quand, en violation flagrante de leurs droits fondamentaux et constitutionnels (cf. articles 11 § 7 et 43 de la Constitution de la république de Guatemala), ils sont pourchassés et entraînés contre leur gré à faire le service militaire.

Rien de tout cela ne peut être nié. La paix, comme le rappelle Jean-Paul II cette année, ne s'édifie pas sur le mensonge mais sur la vérité. L'angoissante vérité de la souffrance du Guatemala nous apparaît dans la rencontre des "visages très concrets" de nos frères guatémaltèques exploités, opprimés, objet de discrimination et réprimés dans leur grande majorité; à travers ces visages c'est Jésus Christ qui vient à notre rencontre (cf. Mt 25, 31-46, cité dans Puebla 31-39). Fermer les yeux devant cette vérité, sous prétexte d'anticommunisme, c'est faire ce qu'a expliqué l'Eglise latino-américaine à Puebla: "La peur du marxisme empêche nombre de personnes d'affronter la réalité oppressive du capitalisme libéral" (Puebla 29). Mais c'est surtout ne pas répondre au cri de Dieu et Père de Jésus-Christ, le Dieu de la vie: "Où est votre frère? Son sang crie du sol vers moi" (Gn 4, 9-11).

4- En disant cela nous ne faisons qu'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes (Actes 4, 29). Nous voulons obéir à l'Eglise de Jésus-Christ. Et Jésus-Christ "a eu pitié des foules" affamées (Mc 8,2). L'Eglise d'Amérique latine a parlé de "la situation de pauvreté inhumaine dans laquelle vivent des millions de latino-américains" comme étant "le fléau le plus dévastateur et le plus humiliant" qui affecte le peuple latino-américain (Puebla 29). Contre cette situation des voix se sont élevées, au nom de l'évangile, chez les évêques du Brésil, du Chili, du Pérou, du Nicaragua et d'El Salvador, parmi bien d'autres, ainsi que l'ont fait en 1976 les évêques guatémaltèques dans leur lettre pastorale "Unis dans l'espérance". Cette voix de l'Eglise a favorisé la solidarité entre les peuples d'Amérique latine. Le digne et juste combat des pauvres pour une société fraternelle a trouvé dans cette voix une raison supplémentaire d'espérer.

Pour notre part nous voulons apporter notre contribution à l'espoir courageux et digne des pauvres de Guatemala, de la même manière qu'ils ont apporté leur contribution en fondant notre espérance, puisqu'ils nous ont évangélisés, ainsi que l'Eglise l'a reconnu à Puebla (Puebla 1147).

5- Nous savons que des déclarations comme celle-ci déplaisent aux puissants et peuvent nous attirer la répression. Mais nous sommes disciples de Jésus-Christ et il a lui-même prévu la persécution pour ceux qui le suivent (Mt 10, 17-20). Nous ne devons pas avoir peur de ceux qui ôtent la vie, mais nous devons craindre le Dieu de la vie qui nous jugera tous (Lc 12, 4-5). C'est ce Dieu qui est présent dans les combats de notre peuple en faveur de la justice. L'Eglise latino-américaine a exhorté tous les chrétiens du continent, sans distinction de classes, "à accepter et assumer la cause des pauvres", laquelle est "la cause du Christ" (Puebla, message aux peuples d'Amérique latine, 3). La peur ne doit pas nous faire désobéir à l'injonction de l'Eglise. Notre dernière congrégation générale, réunie à Rome en 1974-1975, a retenu qu'il est de notre devoir de jésuites de participer au "combat crucial de notre temps, le combat pour la foi et le combat pour la justice appelé par la foi elle-même" (C.G. XXXII, décret 2 "Jésuites aujourd'hui", n° 2 et 3). Conformément au droit en vigueur dans l'Eglise, il est donc de notre devoir, dans la mesure de notre vocation et de nos forces, mûs par la foi en Jésus-Christ, de contribuer à ce combat pour la justice qui est l'espérance des pauvres et la revendication du Dieu unique et vrai. Nous savons que "nous n'oeuvrons pas à la promotion de la justice sans en payer le prix" (C.G. XXXII, décret 4 "Notre mission aujourd'hui: le service de la foi et la promotion de la justice", n° 43). Les conséquences de notre fidélité à cette mission chrétienne en Amérique latine, Puebla les a également rappelées (cf. n°92, 668 et 1138). En étant fidèles à cette mission, nous contribuerons à porter une bonne nouvelle aux peuples de chez nous; nous annoncerons dans la vérité, aujourd'hui, l'évangile de Jésus-Christ; et nous nous insérerons dans le mouvement de "conversion" dont, selon Puebla, a besoin l'Eglise dans son ensemble pour mettre en pratique le choix prioritaire des pauvres "dans la perspective de leur libération intégrale" (Puebla 1134).

2- Réponse du secrétariat aux relations publiques de la présidence de la République (17 janvier 1980)  
(Publiée dans le journal "El Gráfico")

Droit de réponse à la déclaration publiée le 16 janvier en page 22

DROIT D'ECLAIRCISSEMENT:

LES JESUITES POLITIQUES MENTENT POUR CONTRIBUER  
A LA SUBVERSION. ILS LAISSENT TOMBER LA SOUTANE  
POUR FAIRE DE LA POLITIQUE

On pourrait réfuter une par une les affirmations tendancieuses faites par les responsables des jésuites dans leur déclaration éminemment politique et sectaire, publiée dans El Gráfico du 16 courant, surtout parce qu'elles sont en contradiction évidente les unes avec les autres. Mais il est sans doute préférable de rappeler les paroles du pape Jean-

Paul II, quand il a demandé au Père général de cet ordre religieux de surveiller ses prêtres qui "sèment la confusion dans le peuple chrétien et sont cause d'anxiété pour l'Eglise et pour le pape en personne".

Les responsables de la susdite déclaration politique ne sont pas honnêtes dans leur présentation, car ils se basent de façon partielle et malintentionnée sur des documents ecclésiastiques, comme le message aux peuples d'Amérique latine de l'Eglise catholique (dont les évêques se sont réunis à Puebla, Mexique) dont ils font des citations partielles en dehors du contexte. C'est précisément à Puebla que le pape Jean-Paul II a sévèrement critiqué l'action politique des prêtres catholiques qui ont oublié leur mission religieuse.

Les jésuites politiques qui ont fait cette déclaration, avec un cynisme caractérisé, en essayant de tromper le pape lui-même et la hiérarchie catholique latino-américaine, ne s'appuient que sur de petits passages du message en question; mais ils se gardent bien, de façon irresponsable, de faire allusion au document en question qui condamne toutes les activités politiques des prêtres.

Ils prétendent également se baser sur des déclarations du Souverain pontife en citant certaines de ses phrases; mais ils oublient volontairement les critiques du Saint-Père contre les "prêtres" qui ont mis de côté leur mission religieuse pour s'adonner à l'activisme politique et, dans le cas concret auquel nous faisons allusion, pour alimenter la subversion marxiste, au titre d'agents de liaison des ennemis du Guatemala agissant de l'extérieur, dans leur désir vain de faire de nous les proies du totalitarisme.

On pourrait, à la rigueur, tenir compte du caractère de citoyen des responsables de la déclaration en question, s'ils avaient émis des concepts s'encadrant dans la réalité, sauf cas d'ingérence évidente dans les affaires intérieures du Guatemala... Seraient-ils guatémaltèques, et le supérieur provincial de la Compagnie de Jésus pour l'Amérique centrale et le Panama, et tous les membres du conseil national des jésuites de Guatemala, et les supérieurs des communautés jésuites d'Amérique centrale et de Panama? Nous doutons que tous ou la majorité de ceux qui font partie de ces organismes hiérarchiques soient de nationalité guatémaltèque. S'ils l'étaient, ils ne pourraient ignorer quelles sont les forces qui provoquent et pratiquent les actes de violence au Guatemala, ni passer sous silence les actions menées par le gouvernement de la République pour faire face aux problèmes de la population, en particulier ceux des classes populaires.

Mais laissons la parole au supérieur des jésuites, le Révérend Père Arrupe quand, à l'adresse des membres de cet ordre religieux, il a demandé de "faire preuve de la fermeté nécessaire pour porter remède aux erreurs déplorables dans leur travail avec l'Eglise". Pour sa part, le pape Jean-Paul II a demandé aux jésuites "l'orthodoxie doctrinale dans la fidélité entière au magistère suprême de l'Eglise et au pontife romain".

Les jésuites d'Amérique centrale prétendraient-ils corriger le supérieur de cet ordre et le pape Jean-Paul II lui-même?

D'ailleurs, c'est le peuple de Guatemala qui est juge de ceux qui font un mauvais usage de la liberté en lançant des accusations d'irresponsables qui ne valent même pas la peine d'être commentées pour le moment, vu leur ridicule, leur exagération et leur contre-vérité.

Ce qui importe, par contre, c'est de rappeler aux curés politiques jésuites que la Constitution de la République est claire sur le rôle qui leur revient.

Guatemala-Ville, le 17 janvier 1980

Le secrétariat aux relations publiques  
de la présidence de la République.

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous  
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441